

Pierre Bourgault «Un recul pour mieux sauter»

Marty Laforest, Denis LeBrun et Alain Lessard

Numéro 36, juin–juillet–août–septembre 1989

Maudite langue!

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/20145ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Nuit blanche, le magazine du livre

ISSN

0823-2490 (imprimé)

1923-3191 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

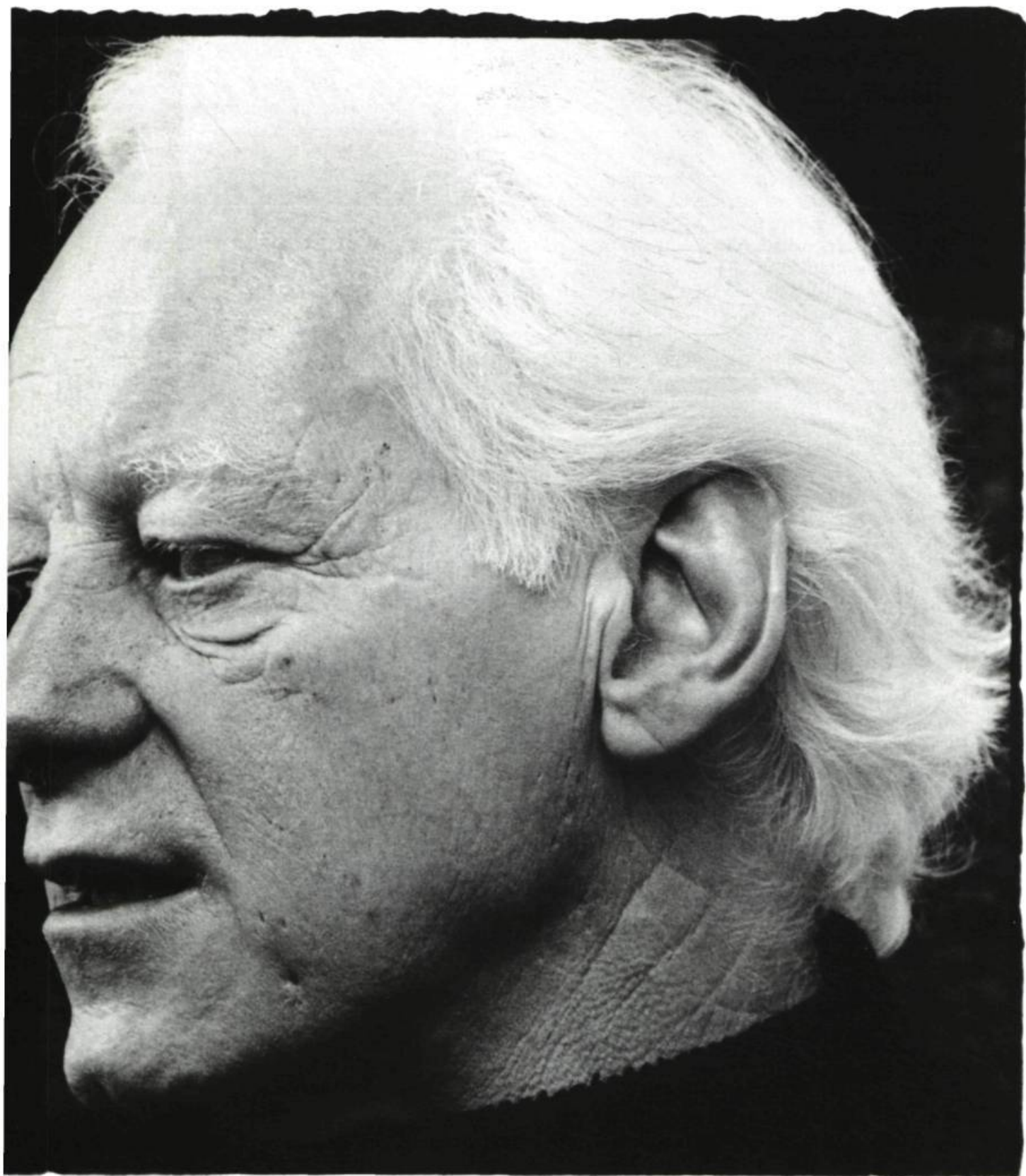
Citer cet article

Laforest, M., LeBrun, D. & Lessard, A. (1989). Pierre Bourgault : «Un recul pour mieux sauter». *Nuit blanche*, (36), 40–45.

PIERRE BOURGALT

« UN REcul P

*C'est au moment où nous avons conçu le projet de c
de Pierre Bourgault, Moi, je m'en souviens. Cela nous
mille choses à bâtons rompus et plus spécialement du
avec ce que ça suppose d'optimisme légèrement te
sincérité sans jamais se départir de son masque pub
presque le droit de se croire en assemblée...*



Pierre Bourgault

POUR MIEUX SAUTER»

dossier sur la langue que nous avons appris la sortie imminente du dernier livre faisait deux bonnes raisons d'aller voir l'animateur de Plaisirs. Il nous a parlé de passé, du présent et de l'avenir linguistique du Québec. En politicien professionnel, de démagogie ; avec sa verve coutumière et cette façon de faire passer sa s. Il faut peut-être dire à sa décharge que nous étions quatre, ce qui lui donnait

« **J**usqu'à il y a un an et demi, une grande partie de la population québécoise était encore plongée dans ce qu'on a appelé la morosité de l'après Référendum. Beaucoup de ces gens-là n'en sont pas encore sortis qui pensent avoir perdu la guerre parce qu'ils ont perdu une bataille. Pourtant ces mêmes personnes participent d'un bouillonnement culturel jamais vu au Québec et qu'on voit rarement ailleurs dans le monde. Bien sûr, tout ça est beaucoup moins collé à des mouvements militants que dans les années soixante, soixante-dix ; le mouvement actuel est beaucoup plus large, et m'excite au plus haut point. Quand on voit ce qui se passe ici en littérature, en danse, au théâtre, en cinéma, à la télévision ou à la radio, devant cette effervescence, je ne comprends pas qu'on ne retrouve pas la confiance, que les désabusés ne renouent pas avec leur rêve de jeunesse — c'est comme ça que je l'exprime toujours — qui est encore valable en dépit des quelques mauvaises années que nous venons de traverser. »

L'engagement politique des jeunes ou leçon d'optimisme, première partie

« Les 22-25 ans sont des gens discrets, si discrets qu'ils parlent et se parlent très peu, beaucoup moins en tout cas qu'on le faisait il y a quelques années. Mais ils sont aussi politisés que nous pouvions l'être à leur âge même si cet engagement ne sort pas sur la place publique. C'était très clair au lendemain de la mort de René Lévesque : il y avait un silence extraordinaire dans toute l'UQAM, on pleurait dans les coins, c'était très émouvant.

« J'ai l'impression qu'il aura fallu la mort de Lévesque pour qu'il reparte quelque chose. Je crois qu'à certains moments il faut créer des vides, tourner une page, pour que d'autres reprennent le flambeau. C'est comme le départ des 100 000 anglophones du Québec en 1977. On croyait que c'était une catastrophe, mais ça a créé une sorte de vacuum dans certains milieux dont beaucoup de francophones auparavant bloqués ont pu bénéficier. Pour en revenir à la mort de Lévesque, je peux dire que c'est à partir de ce moment-là que l'engagement politique des jeunes s'est de nouveau fait sentir. Et dans les polyvalentes encore plus que dans les cégeps. À Montréal, quarante-deux écoles polyvalentes comptent un comité de francisation sans doute à cause du problème de l'intégration des immigrants, plus aigu à Montréal que n'importe où ailleurs au Québec. Les étudiants m'invitent à les rencontrer, à leur parler ; je n'avais pas vu ça depuis quinze ans. Ces ti-culs de quatorze, quinze ans sont émotivement indépendantistes, sans avoir jamais entendu le discours indépendantiste. Ce renouveau est encore basé sur la langue — la langue est le moteur même de la volonté d'indépendance — mais pas pour les mêmes raisons qu'hier. Il était facile dans les années soixante de dire aux gens qu'ils étaient obligés de parler anglais pour gagner leur vie puisque le Québec était pratiquement devenu anglais. Nos ti-culs, au contraire, ont vécu toute leur existence en français : affichage, radio, télé, chanson, cinéma. Rien de tout ça n'existait quand nous avions leur âge. Ils ont baigné là-dedans sans s'en apercevoir et tout

à coup le jugement de la Cour suprême en décembre dernier leur a donné à tort ou à raison l'impression d'un recul du français. Ça a été l'étincelle qui les a fait marcher très rapidement. Nous vivons une période très excitante grâce à cet enthousiasme des jeunes. »

De la victoire que constitue en fait la Loi 178 ou leçon d'optimisme, deuxième partie

« À Montréal, on constate en ce moment un petit recul de la langue française par rapport à la fin des années soixante-dix. Mais Montréal reste mille fois plus française aujourd'hui qu'elle l'était en 1960. C'est incomparable. Il y a eu un certain recul dans l'Ouest quand le Parti libéral a repris le pouvoir en 1985. Il ne faut pas exagérer un phénomène aussi aisément surmontable. Évidemment, la Loi 178 permet l'affichage bilingue dans certains commerces — ce que la Loi 101 permettait aussi dans un grand nombre de cas — mais ce me semble être un recul temporaire et pour mieux sauter. Car en fait s'il y a recul en ce moment, c'est pour la communauté anglophone, qui ne s'y est d'ailleurs pas trompée. Les Anglais se disaient qu'une fois le Parti québécois dehors, on reviendrait au bon vieux temps d'avant la Loi 101. Monsieur Bourassa a repris le pouvoir, évidemment il a tergiversé et tout ça, c'est la raison pour laquelle il a une si mauvaise image vis-à-vis tout le monde, anglophone ou francophone. Mais avec la Loi 178, il a posé un geste irréversible, il a imposé l'unilinguisme français dans une partie de l'affichage, ce qui n'avait jamais été fait par un fédéraliste. Et c'est ce qui rend les anglophones si furieux. Ils avaient accepté la Loi 101 plus facilement en croyant qu'elle durerait ce que durerait l'ère Lévesque. Bourassa, leur allié de toujours, vient d'affirmer l'irréversibilité du changement. Voilà qui explique la réaction hystérique de la communauté anglophone aux événements de cet hiver. C'est la réaction inévitable du colonisateur qui s'accorde des privilèges et qui, au moment où il les perd, appelle ces privilèges des droits. Il crie à la suspension des libertés fondamentales ! Le droit d'afficher dans sa langue n'existe nulle part au monde, il ne s'agit pas du tout d'une liberté fondamentale. Les anglophones sont quand même très bien ici, ils ne font pas pitié... Depuis trente ans, on a tellement fait de concessions, on a tellement donné d'occasions aux Anglais du Québec de s'intégrer un peu plus à notre communauté que ça fait mal de les voir revenir en ce moment avec leurs idées de vengeance. Leur attitude contribue au réengagement politique des francophones. C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase et si j'étais cynique, je dirais que c'est tant mieux pour le mouvement nationaliste. »

La langue, unique moteur de l'indépendance

« Le mouvement d'indépendance n'a qu'un moteur, c'est la langue. On ne fait pas l'indépendance pour des raisons économiques mais pour sortir d'une situation d'humiliation. On aura beau légiférer tant qu'on voudra dans le cadre fédéraliste, tant qu'on n'aura pas fait l'indépendance, le moteur de la langue sera toujours là parce que les changements obtenus reste-



À Québec devant
le Parlement, février 1989

ront fragiles.

Contrairement à ce que beaucoup de gens croient, nous ne contrôlons pas nos politiques linguistiques, parce qu'elles relèvent en grande partie du gouvernement fédéral.

Les organismes fédéraux, par exemple, ne sont pas assujettis à la Loi 101 et continuent d'offrir leurs services dans les deux langues. C'est la même chose en ce qui concerne l'affichage sur les routes et les ponts... On ne peut pas changer ça à l'intérieur du Canada où nous ne serons jamais qu'une minorité, qui plus est sans cesse décroissante. La raison première de la volonté d'indépendance réside dans notre statut de minorité de langue française en Amérique du Nord et dans notre désir de passer de ce statut à celui de majorité. Encore une fois, quand l'enthousiasme renaît, ce ne peut être qu'autour de la question de la langue. »

« Ce peuple est promis au français ou il n'est promis à rien du tout. Les lignes de force ne se divisent pas. S'il ne fait pas triompher sa langue, on peut prédire que cette défaite sera le signe de toutes les autres (...) Dans la mesure où le peuple québécois affirmera sa souveraineté, dans la même mesure il affirmera son empire sur la langue. Dans la mesure même où il s'établira décisivement dans l'existence, forcément il parlera une langue ; c'est l'évidence même : il ne se contentera pas d'éructer. Il se saisira de sa langue. Il y sera bien obligé. C'est la sienne. Il ne prendra pas son cadavre. » Pierre Vadeboncoeur, « Un simple 'bag' », *Maintenant*, n° 134, mars 1974.

Le Parti québécois

« Le Parti québécois est en train de se refaire. Il est très présent dans le débat, à l'Assemblée nationale, partout. La Société Saint-Jean-Baptiste fait du très bon travail également. Je crois que le Parti québécois peut être l'instrument de l'indépendance. Est-ce qu'il le sera ? Pour le moment, de toute façon il n'y en a pas d'autre. Sans vouloir refaire de la politique partisane, j'ai repris ma carte du parti quand monsieur Parizeau est revenu. Parizeau a toujours été très près des gens du RIN, on a toujours eu de bonnes relations. Je ne sais pas s'il est l'homme de la situation, on sait ça après... Est-ce que Lévesque a été l'homme de la

situation ?

En ce moment, je sens que les gens s'ennuient de cette espèce d'effervescence électrique qu'on a connue pendant des années et qui a disparu depuis sept ou huit ans. S'ils s'en ennuient beaucoup, Parizeau ne sera pas l'homme de la situation. S'ils ne s'en ennuient pas trop, il pourrait être très bien. Je suis en faveur des leaderships forts mais je m'en méfie aussi terriblement. Il faut arrêter d'attendre le messie, c'est à nous de la faire, l'indépendance. Rien ne sert de chiâler contre Parizeau si on n'est pas membre du Parti québécois. »

« La littérature ici, grâce aux lecteurs, fait partie du Projet québécois. C'est une merveilleuse responsabilité. » Jacques Godbout, « La littérature fait partie du projet québécois », *Le Devoir*, 14 novembre 1970.

Portrait d'un premier ministre en grand sentimental

« Bourassa est un être complexe. C'est un vrai nationaliste, il croit au Québec français, plus que bien des indépendantistes. Il n'a pas craint de faire ce qu'il fallait faire à certains moments, surtout en 1974 quand il a fait passer la Loi 22. Il savait que ce geste lui coûterait le pouvoir mais il croyait essentiel de le poser. Mais il est aussi un homme qui croit qu'on ne peut rien faire dans l'opposition ; pour se maintenir au pouvoir, il fait des compromis. C'est un peu ça, la Loi 178. Bourassa est très mal à l'aise avec le dossier de la langue. Je crois que s'il s'écoutait, ce serait la Loi 101 renforcée, son sentiment va dans ce sens-là. Mais il ne s'écoute pas... Il est très conscient d'être le seul chef d'État d'une collectivité française en Amérique du Nord ; il sait que ça lui donne des responsabilités considérables. Mais c'est ►

un homme qui n'a pas de principes — ce n'est pas péjoratif dans ma bouche. Aussi longtemps qu'on a à s'occuper de dossiers qui ne présentent aucun aspect moral ou de droit fondamental, ce n'est pas gênant. Ça le devient dans un dossier comme celui de la langue. Dès qu'il est question de principes, Bourassa n'arrive pas à se faire une idée claire du problème ; il avance, il recule, il tergiverse... Et il a sa nature, son tempérament qui est de laisser agir le temps en espérant que les problèmes se régleront d'eux-mêmes... Ça marche de temps en temps mais pas dans des dossiers comme celui-là. »

Moi (aussi), je m'en souviens

« Mon livre compte quatre parties. La première s'intitule « L'histoire d'un échec », c'est l'histoire du Parti québécois et de la bataille pour l'indépendance, de 1968 au départ de Lévesque en 1985. J'essaie d'y montrer comment cet échec est le résultat d'erreurs de stratégie incroyables, qui elles-mêmes portaient d'erreurs idéologiques fondamentales. Ma querelle avec René Lévesque, dont tout le monde a cru qu'elle était personnelle, était en fait une querelle fondamentale sur l'indépendance comme telle. À mon avis, le grand tournant dans cette histoire s'est effectué tout de suite après le Référendum. Pour moi, le fait de perdre le Référendum n'a pas été très grave, c'était une bataille perdue parmi tant d'autres. Mais pour Lévesque, qui est ce genre d'homme à mettre tous ses œufs dans le même panier, cet échec a été terrible. Il n'avait pas de stratégie de recul. C'est à partir de ce moment-là que, seul, il a fait virer son parti de bord. Il l'a mené comme un dictateur, il a toujours eu le dernier mot. Pour moi, c'est lui le grand responsable de la défaite, plus que le Référendum, plus que Trudeau. Il a failli tuer le mouvement indépendantiste pour des générations à venir.

« La deuxième partie est l'histoire d'une victoire. J'ai voulu y répondre aux nationalistes qui, devant l'ampleur de la défaite, ont dit qu'il ne s'était rien passé au Québec depuis les années soixante. Or le Québec d'aujourd'hui n'a rien à voir avec celui d'alors. Nous sommes allés très loin en éducation, en santé, sur le plan religieux, en agriculture, en économie... Malgré toutes nos faiblesses et nos vices, la société québécoise actuelle est l'une des plus agréables à vivre au monde. Et surtout, surtout, les jeunes d'aujourd'hui sont meilleurs que nous, en ce sens qu'ils sont mieux armés à tous points de vue pour défendre leurs intérêts et leur liberté. Et c'est ce qui doit arriver, que chaque génération soit meilleure que la précédente.

« Je m'attache ensuite à l'histoire à faire. Sans reprendre la thèse de l'indépendance, j'explique que rien de ce qui la rendait nécessaire hier n'a disparu, et c'est pourquoi il faut la faire. Et indépendance ou pas, je donne un certain nombre de priorités auxquelles il faudrait s'attaquer, des priorités qui peuvent faire le consensus dans tous les partis. La principale est l'élimination de la pauvreté, par tous les moyens. La pauvreté est le seul véritable problème d'une société aussi riche que la nôtre. Presque la moitié de la population se trouve ici dans une situation difficile. Je ne m'inquiète pas de l'augmentation des écarts entre riches et pauvres, elle importe peu si les plus

pauvres sont déjà assez riches pour ne manquer de rien. Ça ne me choque pas de voir plein de gens se promener en Jaguar si tout le monde a les moyens de s'offrir une Renault 5. Actuellement, plein de gens ne peuvent même pas s'offrir une trottinette.

« La quatrième et dernière partie concerne la langue. J'essaie de faire le tour de la question, de façon aussi exhaustive que possible. Le discours reste fondamentalement le même qu'en 1960, mais je pense avoir trouvé beaucoup de choses à y ajouter. Il s'agit surtout de mythes à crever, de folies à réfuter, par exemple l'idée que les francophones du Québec soient menacés par le Canada et les États-Unis. En réalité, c'est uniquement de l'intérieur que vient la pression ; nous ne sommes menacés que par la minorité anglophone du Québec et par notre faiblesse à légiférer devant elle. Il est très facile d'imposer sa langue, nous l'avons fait en 1977, ça s'est fait en vingt-quatre heures et si nous l'avions voulu, c'était réglé pour la vie. On entend également partout — et ça c'est le grand discours des hommes d'affaires — qu'il faut apprendre l'anglais pour faire des affaires avec les Américains. C'est d'un ridicule absolu. Qui fait affaire avec les Américains ? Quelques dizaines ou centaines de personnes. Quelques milliers en France, en Allemagne ou au Japon. Deux millions de Japonais parlent anglais, soit environ 1,4 % de la population ; deux millions et demi de personnes parlent anglais au Québec, soit presque 50 % de la population. Qui fait le plus d'affaires avec les Américains ?

« Seul le politique fonde la pratique et la nécessité d'une langue sur un territoire. (...) Quand un peuple peut choisir d'être autre, il se nie en tant que peuple, et c'est que quelqu'un d'autre est sur place et à sa place. (...) La lutte des langues est une lutte à finir et c'est la lutte de libération nationale du peuple québécois. » Gaston Miron, « Le bilingue de naissance », *Maintenant*, n° 134, mars 1974.

« En ce qui concerne la minorité anglaise du Québec, je suis à la fois beaucoup plus dur et plus doux que la Loi 101 et la plupart des nationalistes. Je crois qu'il faut trancher : on reconnaît cette minorité ou on ne la reconnaît pas. À partir du moment où on la reconnaît, on le fait totalement : tout ce qui est service à la communauté anglaise doit être unilingue anglais. Comme ça au moins, on donne aux anglophones toute leur part de l'affaire. Appeler « collègue Dawson » le Dawson College, je trouve ça ridicule, teigneux, mesquin pour rien. En revanche, tout ce qui est service au public en général doit être en français uniquement.

« Je parle aussi bien sûr de l'intégration des immigrants, qui doivent faire leur part. Je donne l'exemple de la communauté grecque qui résiste des quatre fers à l'intégration. On n'ose pas imposer notre langue aux immigrants sous prétexte qu'ils sont démunis quand ils arrivent. Il faut faire attention à ça, on se fait très souvent assimiler par plus démunis que soi. Le multiculturalisme nous fait un tort énorme. Au Canada anglais, c'est du folklore, les immigrants s'intègrent à la communauté anglaise en deux générations. Au Québec, on se sert de ce maudit multiculturalisme comme d'une arme contre les francophones.

« À maintes reprises depuis quelques années, j'ai été irrité par la profusion des débats sur la question linguistique au Québec, car ces débats, selon moi, faisaient écran au problème national numéro un : le problème politique. Ces querelles d'Hernani linguistiques cristallisent la conscience collective à des niveaux secondaires. La question linguistique s'est substituée au problème national et la subversion verbale qu'est le joul tient lieu de combat de libération nationale. J'ajoute : la subversion verbale remplace la vraie subversion, mais ne l'appelle pas ! »...

...« Parlons maintenant des immigrants. On a des scrupules à forcer les immigrants à inscrire leurs enfants aux écoles françaises, alors que depuis longtemps des centaines et des centaines de milliers de Canadiens français ont été obligés de parler anglais et de vivre en silence tellement ils étaient contraints de ne s'exprimer que dans une langue étrangère. Et ces Canadiens français n'étaient pas immigrants : ils n'avaient pas choisi de s'établir dans un autre pays, ils étaient chez eux et dans leur pays. On a des scrupules à user de coercition légale pour re franciser notre pays, alors que d'autres n'ont éprouvé aucun scrupule à l'angliciser de force ! C'est un comble ! »
Hubert Aquin, « Le joul-refuge », *Maintenant* n° 134, mars 1974.

Les Grecs et les Italiens nous apportent plein de choses mais ils doivent devenir québécois. Ils devraient s'intéresser au hockey au Forum plus qu'au soccer à Athènes ! On n'est pas restés français, nous autres ! »

Le progrès historique

« Je pense que le progrès a un prix qu'on évalue généralement mal. Je ne crois pas beaucoup au changement des consciences, qui est extrêmement lent et toujours fragile. Il reste que les sociétés occidentales d'aujourd'hui sont pour la plupart beaucoup plus agréables que n'importe quelle société d'il y a cent ou mille ans. Ce sont là des progrès considérables et ils sont dus à la police. Toute civilisation est une vaste affaire de police. Sans elle, on vivrait encore sous le règne de la pire barbarie. Puisque l'être humain ne change pas fondamentalement, on ne peut que lui créer des habitudes culturelles, comme celle de ne pas tuer son voisin pour un oui ou un non, par exemple. Depuis deux ou trois millénaires, on a créé un certain nombre de ces fragiles habitudes. Le progrès existe donc, tant sur le plan des sociétés que des individus. Le fait que nous ayons des connaissances plus grandes qu'autrefois me semble aussi un progrès ; le fait de ne pas s'en servir autant qu'on le devrait tient à la nature humaine qui est animale au fond. Jean Rostand l'a toujours dit : « Il n'y aura de révolution que biologique ». On sait les questions que cette affirmation commence à poser puisqu'on en est là... Je suis déchiré par rapport à ça parce que je suis très misanthrope. Je n'aime pas beaucoup la nature humaine, je voudrais la voir s'améliorer mais quand je vois ce qu'il faut faire pour ça... La première grande révolution biologique a été la pilule. Son invention a entraîné le changement le plus radical que le monde ait connu. On en voit déjà les conséquences : les femmes ont acquis avec la pilule un pouvoir phénoménal — dont elles se serviront bien ou mal,

mon propos n'est pas d'en juger. Et ce n'est qu'un début. La révolution biologique est là qui va profondément changer la nature humaine. Mais ce n'est qu'une question d'acquisition de connaissances, nous ne sommes par ailleurs pas très différents de l'homme de Néanderthal. Je parle de tout ça dans un autre livre que je suis en train d'écrire et qui s'appelle *Mœurs I, II, III, IV* etc., une série donc, que j'écirai jusqu'à ma mort. »

La politique, lieu possible du changement

« La politique peut être le lieu du changement même si elle ne l'est pas tout le temps. Elle l'a été de façon extraordinaire au Québec, dans les années soixante et soixante-dix, et dans ses éléments dont on a l'habitude de dire qu'ils sont les moins dynamiques, je pense à la Fonction publique. Depuis vingt ans, la Fonction publique québécoise a fait des miracles. Dans ce lieu qu'on dit complètement passif et stérile, il suffit d'une étincelle pour que le feu prenne et c'est fantastique. N'importe quel milieu peut être à la source de changements à certains moments. D'autre part, l'État, c'est nous, et des tas de gens ne s'en rendent même pas compte. Voler le gouvernement, c'est se voler soi-même. Je n'ai aucune pitié pour les peuples qui ne prennent pas leurs responsabilités. À cet égard, si le Québec disparaît, tant pis pour lui ! Non, la politique est vraiment un lieu du meilleur et du pire. René Lévesque — je ne discute pas ici ses politiques — a animé ce milieu de façon fantastique ; De Gaulle s'est servi du pouvoir pour faire des choses étonnantes... De l'autre côté, il y a Pinochet, Botha... La politique, si on le veut, couvre l'ensemble de la vie humaine. Quand on la fait sérieusement et en respectant les gens, c'est une chose extraordinaire. »

Qu'est-ce qui fait marcher Bourgault ?

« Le moteur de mon action, aussi bien en politique qu'ailleurs, n'a jamais été le Québec et les Québécois mais le désir de justice. Pour moi, toute exploitation est immorale, qu'il s'agisse de l'exploitation d'une prostituée par son *pimp* ou celle d'un peuple par un autre. C'est donc tout naturellement que dans les années soixante, mon action politique s'est inscrite dans ma bataille tous azimuts pour la justice. Pour moi l'indépendance politique constitue une façon de sortir de notre condition d'exploités. Mais je l'ai toujours dit, l'indépendance doit être dépassée très rapidement, elle n'est qu'un instrument vers autre chose. » ■

*Propos recueillis par Marty Laforest,
Denis Lebrun et Alain Lessard*

Écrits polémiques I, VLB, 1982.

Écrits polémiques II, VLB, 1983.

Moi, je m'en souviens, éditions Stanké, 1989.